

Education et culture : une relance en trompe l'oeil !

Jean-Gabriel Carasso*

Plan de relance de l'éducation artistique et culturelle, circulaire d'orientation, communication au Conseil des ministres, intervention de Président de la République, réunion des Drac et des recteurs : la panoplie politique forte mise en œuvre le 3 janvier dernier, autour de l'éducation artistique et culturelle, appelle quatre réflexions.

1/ Il est utile et significatif que l'Etat, par la voix de ses représentants les plus qualifiés, prenne acte, une fois de plus, de l'importance des relations culture/éducation, à la fois pour le champ éducatif et pour le milieu culturel. S'agissant d'une question profondément politique, du sens même et d'une partie de la légitimité des politiques culturelles, il n'est pas anodin que le Conseil des ministres se saisisse de la question, confirmant ainsi la dimension nationale de l'enjeu. D'autant qu'au cours des deux dernières années, le secteur fut particulièrement abandonné, principalement du côté de l'Education. L'élan donné, notamment par le *Plan à cinq ans pour les arts à l'école*, avait été brisé net : dissolution de la Mission chargée de sa mise en œuvre, réduction drastique des crédits, mais également dévalorisation de l'activité elle-même, assimilée au laxisme ludique post-soixante-huitard. J'en passe !

2/ Prenons acte qu'il se trouve dans ce nouveau texte, dans les objectifs énoncés comme dans certaines mesures proposées, des éléments pertinents : du *volet artistique et culturel* des projets d'établissements scolaires aux *groupes de pilotage régionaux*, des *GIP* au renforcement des *Pôles nationaux de ressources*, de la coopération avec les *IUFM à l'ouverture européenne*... Nombre d'idées suggérées depuis longtemps par les militants du secteur se trouvent formulées. Et c'est heureux. Preuve qu'à force d'obstination, malgré les obstacles et les reculs, certaines idées avancent.

3/ Pour autant, deux éléments principaux viennent freiner l'adhésion que nous aurions voulu apporter à cette relance. D'une part, malgré quelques évolutions sensibles de terminologie (le « Haut comité » des enseignements artistiques devient celui de l'éducation artistique et culturelle), le malentendu est maintenu entre les notions *d'enseignement* et *d'éducation*. Là où les uns parlent d'une action basée sur le *projet*, le *partenariat*, *l'ouverture culturelle*, les autres ne veulent considérer que les *enseignements obligatoires*, de la musique et des arts plastiques. S'il n'y a évidemment pas contradiction absolue entre ces deux axes, il ne saurait y avoir, non plus, confusion. Il n'est pas vrai que tout est égal à tout, que les activités artistiques et culturelles relèvent simplement de la *liberté pédagogique* des enseignants. Dialogue de sourds ou subtil compromis diplomatique ? Mais surtout, comment adhérer à une *relance* dont le ministre de l'Education nationale affirme aussitôt, dans le discours qu'il adresse aux Drac et aux recteurs : « *le message que nous vous adressons est sans ambiguïté : consolider et approfondir les actions plutôt que les multiplier ; valoriser la qualité des projets plutôt que leur quantité.* » En guise de développement, on passe de la relance... à l'anesthésie ! On connaissait le syndrome du ping-pong : renvoyer la balle à l'expéditeur, aussi rapidement que possible, principe de

base mis en œuvre pendant de longues années entre les ministères de l'Education nationale et de la Culture. Nous découvrons le syndrome du base-ball : je frappe dans la balle pour l'expédier le plus loin possible et me tire en courant avant qu'elle ne revienne à son point de départ ! Je relance !

4/ Trêve de métaphore sportive, toute leçon à une morale. Et toute politique révèle l'état du rapport des forces en présence. L'épisode de la *relance* est symptomatique d'une situation paradoxale. D'un côté, un monde artistique et culturel de plus en plus acquis à la cause : des ministres au Syndeac, des administrations centrales aux Drac, des directeurs d'institutions aux nombreux artistes intervenants, tous ont fortement progressé, ces dernières années, dans la compréhension des enjeux de l'éducation artistique et culturelle, pour leur propre légitimité. De l'autre, une institution scolaire travaillée par ses démons disciplinaires (à tous les sens du terme), aux prises avec une contradiction interne entre les tenants de l'ouverture artistique et culturelle, convaincus de la nécessité d'une pédagogie de projet, et les nostalgiques de l'apprentissage académique qui ne rêvent que de labeur et d'acquisition raisonnable des savoirs. Pour le corps et l'émotion, pour l'art et la culture, voyez hors temps scolaire !

Dans le contexte d'une considérable bataille de l'imaginaire, menée notamment par des médias audiovisuels sans états d'âme envers les *jeunes cerveaux disponibles*, une politique nationale de l'éducation artistique et culturelle, en étroite collaboration avec les collectivités territoriales, reste donc à mettre en œuvre. Plusieurs décennies ont été nécessaires pour ébaucher les pistes de l'innovation, mettre en place les premiers dispositifs, multiplier les expériences, forger les concepts, évaluer les effets de ces actions. Il importe maintenant de changer d'échelle, de s'attacher au développement sans prétendre à la généralisation hâtive, de donner priorité à la formation des enseignants et des artistes, d'inscrire ce travail dans les structures et les budgets. Le Plan de relance qui nous est proposé, de ce point de vue, demeure en deçà des nécessités. En trompe l'œil !

Jean-Gabriel Carasso
Directeur général de *l'OiZeau rare*
(*Etudes et recherches culturelles*)

Prochain ouvrage : « *Nos enfants ont-ils droit à l'art et à la culture ?
Manifeste pour une politique de l'éducation artistique.* »
A paraître en mars 2005, aux *Editions de l'attribut*.



<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>